

Table des matières

<i>Sommaire</i>	7
<i>Liste des abréviations</i>	11
<i>Préface</i>	13
<i>Fascicule de vulgarisation de la recherche</i>	17
<i>Introduction générale</i>	23
Partie préliminaire	
Cadre de la recherche et méthodologie	27
Chapitre 1	
Questions de recherche	29
Chapitre 2	
Positionnements	31
Section I – Positionnement de la chercheuse	31
Section II – Positionnement de la recherche	32
Chapitre 3	
Cadre de la recherche	33
Section I – Définitions	33
§ 1. Définition des termes « enfant » et « droits de l'enfant »	33
§ 2. Définition du terme « parent »	33
§ 3. Définitions des termes « migrant » et « sédentaire »	34
I. Polysémie du terme « migrant »	34
II. Polysémie du terme « sédentaire »	36
III. Définitions des termes	37
Section II – Choix des domaines d'analyse	38
§ 1. Situation juridique en matière migratoire non sélectionnée	39
§ 2. Situations juridiques en matières sédentaires non sélectionnées	40
§ 3. Les situations juridiques sélectionnées	42
Chapitre 4	
Étapes de la recherche et méthodologie	45
Section I – Première étape: étude de la notion d'intérêt supérieur de l'enfant	45
Section II – Deuxième étape: analyse empirique de la mise en œuvre de l'ISE	46
§ 1. Objet	46
§ 2. Méthodes positivistes	46

§ 3. Méthode empirique: la théorisation ancrée	47
I. Considérations théoriques préalables	47
II. La méthode de la théorisation ancrée	50
Section III – Troisième étape: réflexions postempirie	54
Partie I	
L'intérêt supérieur de l'enfant	55
Chapitre 1	
Étapes significatives de l'évolution longitudinale	
 dans le temps des droits de l'enfant et avènement	
 du concept de l'intérêt supérieur de l'enfant.	57
Section I – Les prémisses des droits de l'enfant	58
Section II – Le modèle de la protection.	61
Section III – Le modèle des droits de l'enfant.	63
Chapitre 2	
Cadre légal et interprétatif du concept	69
Section I – Cadre légal	69
§ 1. Au niveau international	69
I. La CIDE	69
II. Autres normes internationales	75
§ 2. Au niveau de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.	76
§ 3. Au niveau constitutionnel belge	79
Section II – Interprétation, valeur et portée	81
§ 1. Une notion ouverte	81
§ 2. Un droit, un principe et une règle de procédure	86
§ 3. La nature des obligations.	88
§ 4. La portée de l'ISE.	89
I. « Décisions ».	89
II. « Institutions publiques ou privées de protection sociale,	
des tribunaux, des autorités administratives ou des organes	
législatifs »	89
III. « Qui concernent »: impact direct ou indirect	
sur un/des enfant(s)	90
IV. « Les enfants ».	91
§ 5. Le poids de l'ISE: une considération primordiale.	92
§ 6. L'évaluation, la détermination de l'ISE et l'opinion de l'enfant	93
Chapitre 3	
Mise en œuvre de l'ISE en matière migratoire.	97
Section I – Une appréciation différente en matière migratoire	98
Section II – L'instrumentalisation de l'ISE	100
Section III – Ajustement des questions de recherche	
et originalité du travail	103

Partie II**Étude empirique de la mise en œuvre de l'intérêt supérieur de l'enfant 105****Titre I****Cadre théorique préliminaire : l'éloignement d'un parent du territoire et l'hébergement temporaire hors du milieu de vie sous l'angle du droit au respect de la vie familiale 107****Chapitre 1****Le droit au respect de la vie familiale 109**

Section I – Définition de la vie familiale 111

Section II – Existence d'une ingérence et obligations positives . . . 112

Section III – Conditions de légitimité de l'ingérence 114

§ 1. Prévues par la loi 114

§ 2. Poursuite d'un but légitime 114

§ 3. Nécessité dans une société démocratique 115

Chapitre 2**Éloignement d'un parent du territoire 117**

Section I – Procédure 118

§ 1. Office des étrangers 118

§ 2. Conseil du contentieux des étrangers 118

§ 3. Conseil d'État 120

Section II – Fondements légaux 120

§ 1. Droit international et de l'Union européenne 121

§ 2. Refus de délivrer un titre de séjour 123

§ 3. Fin d'une autorisation de séjour 128

§ 4. Ordre de quitter le territoire décerné à un étranger en situation irrégulière 131

Chapitre 3**Hébergement temporaire hors du milieu de vie 133**

Section I – Fondement légal 134

§ 1. Convention internationale relative aux droits de l'enfant 134

§ 2. Décret du 18 janvier 2018 137

§ 3. Ordonnance du 29 avril 2004 141

Section II – Procédure 143

Chapitre 4	
Comparaison de la mise en œuvre de l'intérêt supérieur de l'enfant par la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de justice de l'Union européenne et le Comité des droits de l'enfant	147
Section I – Cour européenne des droits de l'homme	148
§ 1. Aperçu du rôle de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la jurisprudence	149
I. En matière migratoire	149
II. En matière protectionnelle	153
§ 2. Comparaison du rôle de l'intérêt supérieur de l'enfant	156
I. L'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant et les présomptions	156
II. La marge d'appréciation et le maintien du lien	158
III. Les autres intérêts et le poids de l'intérêt supérieur de l'enfant	159
Section II – Cour de justice de l'Union européenne	160
Section III – Comité des droits de l'enfant	163
§ 1. Éloignement familial du territoire	163
§ 2. Hébergement temporaire hors du milieu de vie	166
§ 3. Comparaison du rôle de l'intérêt supérieur de l'enfant et conclusions	168
Titre II	
Analyse empirique des décisions en matières migratoire et sédentaire selon la méthode de la théorisation ancrée	169
Sous-titre I	
En matière sédentaire	171
Chapitre 1	
Échantillonnage	173
Chapitre 2	
Décisions des tribunaux: ancrage et structure selon la loi	177
Section I – La santé et la sécurité de l'enfant	178
§ 1. L'enfant	178
§ 2. Les parents	181
§ 3. La situation familiale	184
§ 4. La relation avec les frères et sœurs	185
§ 5. L'avis des intervenants et des experts	186
§ 6. Les mesures antérieures	186
Section II – Nécessité d'une mesure contrainte	186
Section III – L'intérêt de l'enfant	187
Section IV – Conclusion	188

Chapitre 3	
Décisions des cours d’appel: l’apport d’un peu de théorie	191
Section I – Éléments théoriques	192
Section II – Éléments factuels	193
Section III – Avis quant à la mesure.	194
Section IV – Conseils et injonctions	195
Section V – L’intérêt (supérieur) de l’enfant	195
Section VI – Conclusion.	197
Chapitre 4	
Matière sédentaire: ancrage dans le cadre conceptuel des droits fondamentaux.	199
Sous-titre II	
En matière migratoire	203
Chapitre 1	
Échantillonnage.	205
Chapitre 2	
Décisions de l’O.E.: techniques de distorsion	207
Section I – Contexte de la prise de décision	208
Section II – Techniques de distorsion	209
§ 1. La minimisation des conséquences de la séparation	209
§ 2. La culpabilisation du requérant	213
§ 3. La défausse de la charge de la preuve	215
§ 4. Le dévoiement et l’interprétation <i>a minima</i> des droits fondamentaux.	218
I. Les aspects procéduraux.	219
II. La substance des droits fondamentaux	220
Section III – En dehors de toute technique de distorsion	223
Section IV – Conclusion.	225
Chapitre 3	
Décisions du C.C.E.: le contrôle de légalité	227
Section I – Contrôle de légalité et obligation de motivation	228
Section II – Théorie	229
§ 1. Droit au respect de la vie familiale	229
§ 2. Prérogatives de contrôle de l’immigration de l’État	231
§ 3. Intérêt supérieur de l’enfant.	232
§ 4. Ordre public	233
Section III – Décisions de rejet du recours	235
§ 1. Insuffisance ou défaut de motivation du grief.	235
§ 2. Confirmation des arguments de l’Office des étrangers	236

§ 3. Pas d'intérêt à l'argument	238
§ 4. Motivation adéquate	238
§ 5. Pas de nouvel argument	239
§ 6. Arguments propres	239
Section IV – Décisions d'annulation ou de suspension	240
Section V – Éléments quant à la recevabilité	242
Section VI – Conclusion	243
Chapitre 4	
Matière migratoire : politique migratoire	
et techniques de distorsion	245
Titre III	
Mise en parallèle des découvertes en matières	
sédentaire et migratoire	249
Introduction	251
Chapitre 1	
Focus sur les trois concepts	253
Section I – Le concept d'intérêt	253
§ 1. Première approche du concept	253
§ 2. Application dans les décisions d'HTHMV selon le cadre	
conceptuel des droits fondamentaux	255
§ 3. Application dans les décisions d'éloignement selon le cadre	
conceptuel de la politique migratoire	258
I. Le contenu des intérêts	258
II. Les relations et dynamiques entre les différents intérêts	260
Section II – Le concept de danger	263
§ 1. Première approche du concept	264
§ 2. Application dans les décisions d'HTHMV selon le cadre	
conceptuel des droits fondamentaux	266
I. Contenu des concepts	266
II. Les relations et dynamiques entre les concepts	269
§ 3. Application dans les décisions d'éloignement selon le cadre	
conceptuel de la politique migratoire	271
I. L'État en danger	271
II. Le parent danger	274
III. L'enfant danger	280
IV. Les relations et dynamiques entre les concepts	282
Section III – Le concept de protection	283
§ 1. Première approche du concept	283
§ 2. Application dans les décisions d'HTHMV selon le cadre	
conceptuel des droits fondamentaux	283
§ 3. Application dans les décisions d'éloignement selon le cadre	
conceptuel de la politique migratoire	285
Conclusion	289

Chapitre 2	
Focus sur les trois acteurs décisions	291
Introduction	291
Section I – Le parent.	292
Section II – L’enfant	296
Section III – La société	299
Conclusion	303
Conclusions de la partie II.	
De la mise en œuvre de l’ISE aux perceptions des acteurs des décisions.	305
Partie III	
Réflexions théoriques post-analyse empirique: changer de paradigmes?	307
Chapitre 1	
Suggestions et constat d’échec	309
Chapitre 2	
De nouvelles stratégies juridiques: changer les perceptions	317
Section I – <i>Avant</i> la prise de décision de l’O.E.	317
Section II – <i>Pendant</i> la prise de décision de l’O.E.	322
§ 1. La perception du parent et de l’enfant	322
I. Le droit de l’enfant d’être entendu	323
II. La désignation d’un avocat <i>ad hoc</i>	326
III. L’accompagnement d’experts et de travailleurs sociaux	327
IV. La concrétisation de ces mesures	329
§ 2. L’autoperception de l’O.E.	330
I. L’accompagnement d’experts et de travailleurs sociaux	333
II. Un changement institutionnel?	334
Section III – <i>Après</i> la prise de décision de l’O.E.	335
§ 1. Un plein contentieux du C.C.E.?	336
§ 2. Le contrôle de légalité du C.C.E. et l’audition de l’enfant	338
Chapitre 3	
Découvertes de la recherche et stratégies juridiques appliquées à la motivation de l’O.E. et du C.C.E.	341
Section I – La sélection des décisions et les faits à la cause	342
§ 1. La sélection des décisions	342
§ 2. Les faits à la cause.	343
Section II – La motivation de l’O.E. et du C.C.E.	343
§ 1. La motivation de l’O.E.	344
I. Le droit de l’enfant d’être entendu et le droit d’être assisté par un avocat <i>ad hoc</i>	344

II.	L'intégration en Belgique, la présence des enfants et le manque d'attache dans le pays d'origine	347
III.	La scolarité des enfants, leur traitement médical et les attaches de la famille avec le pays d'origine	350
IV.	Le droit au respect de la vie familiale	351
V.	Le tableau de balance des intérêts	354
§ 2.	La motivation du C.C.E.	357
I.	Le contrôle de la légalité et le respect des droits de l'enfant	357
II.	Le droit au respect de la vie familiale	358

Conclusions

Du constat d'échec aux stratégies juridiques.	361
<i>Conclusion générale</i>	<i>363</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>371</i>
<i>Index</i>	<i>395</i>